



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/038

Séance du 16 octobre 2018

Date de convocation :	10 octobre 2018
Date d'affichage :	10 octobre 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le seize octobre à 19 heures 10, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.**

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEEN – Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC
M. Pierre VAN CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY
M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB – Mme Sandra BEGUET
M. Sébastien FARRAUTO – Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER
Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentés : Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – M. Jean-Olivier JOB
Mme Zohra PIETRANTONI – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Jean-Pierre LAPORTE.

Absents : Mme Amandine BATTAGLIA – M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : URBANISME : Convention de reversement des produits du Projet Urbain Partenarial (PUP) « la Fabrique » - 3M / Commune de Fabrègues.

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme indique que la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) concernant l'opération de la Fabrique a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire le 20 juin 2018.

Celle-ci a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par la construction de logements faisant l'objet d'une demande de permis d'aménager n° 034 095 18 M 001 déposée en Commune de Fabrègues le 3 août 2018.

En application de la convention de PUP précitée : la SAS GGL AMENAGEMENT est amenée à verser à Montpellier Méditerranée Métropole 2 075 492 € décomposé en un apport foncier d'une valeur de 180 816 € et en un apport numéraire de 1 894 676 €.

Cette recette permettra de réaliser des équipements publics qui résident en des aménagements de voirie et réseaux ainsi que dans la création d'équipements collectifs figurant dans la convention de PUP, annexée à la présente délibération.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, le périmètre de l'opération correspond au périmètre d'exonération de la part communale de la taxe d'aménagement (TA) pour une durée de 10 ans.

La Commune de Fabrègues assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements collectifs de superstructures précités, en respectant les termes de la convention de Projet d'Urban Partenarial « La Fabrique » signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS GGL AMENAGEMENT.

Au vu de cette situation, la Métropole se doit de reverser à la Commune de Fabrègues les produits générés par la convention de PUP, relatifs aux équipements de compétence communale décrit dans la présente convention et correspondant aux besoins estimés pour la population future générée par le projet.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Urbanisme du 27 septembre 2018.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité des exprimés (abstention : M. LAPORTE, Mme FENECH-MONFORT et Mme MATEO) :

Article 1^{er} :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de reversement des produits du PUP de la Fabrique avec Montpellier Méditerranée Métropole annexée à la présente délibération.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.

 **Le Maire,**

Hé Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.